

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

---

## LES ÉLITES BRITANNIQUES : UNE CERTAINE VISION DU MONDE (1815-1931)

François-Charles Mougel

### I. INTRODUCTION

Parler du monde britannique consiste à évoquer deux réalités. D'abord celle de son système de pouvoir. Ensuite celle de ses conceptions de l'organisation de son espace. Autrement dit cela revient à traiter de ses élites. En effet pour expliquer l'exceptionnelle continuité de l'histoire britannique entre 1815 et 1931, il faut rendre compte de la manière dont le Royaume-Uni a été façonné et dirigé par ceux qui en ont eu la charge. De même, pour comprendre comment cet archipel européen a pu se doter du plus vaste empire jamais connu, il faut analyser sa vision du monde et sa perception des relations internationales. Certes les élites n'agissent pas seules : elles sont en constante interaction avec le peuple, voire ici les peuples, qu'elles dominent comme avec les autres composantes du système planétaire. Mais elles constituent le centre de cette aire de civilisation que l'on appelle « britannité » à laquelle elles ont donné forme et direction. Bien sûr ces élites ne sont ni uniformes ni univoques : dès le Moyen Âge le pouvoir a été, outre manche, diversifié et réparti. Mais il a été aussi coordonné et régulé. Et si ce système de pouvoir a pu pratiquer en permanence le changement dans la continuité c'est qu'il n'a été ni totalement empêtré dans les rivalités que décrivent les thèses pluralistes ni totalement soumis aux substructures économiques que dénoncent les thèses marxistes, mais bien plutôt porté par un réseau tout à la fois solide et fluide d'inter-relations, mêlant simultanément le politique, l'économique, l'idéologique et le social, c'est-à-dire par un ensemble de vecteurs institutionnels et sociologiques tels que les analysent les thèses élitistes<sup>1</sup>. Étudier le monde britannique consiste donc à déterminer quelles sont ces élites, comment elles se sont articulées et comment elles ont agi dans l'espace et la durée.

---

1. Les pluralistes (R. Dahl, R. Aron) postulent l'existence d'élites en permanente compétition pour le pouvoir : leurs thèses justifient la démocratie libérale. Les marxistes (K. Marx, V. I. Lénine, A. Gramsci) ne reconnaissent que des classes, à fondement socio-économique, en lutte pour le pouvoir. Pour eux État, culture, religion sont des superstructures légitimant l'ordre fondé sur la possession et le contrôle des moyens de production. Leurs thèses critiquent le système capitaliste et militent pour l'instauration d'un socialisme collectiviste. Les élitistes (V. Pareto, G. Mosca, C. W. Mills) attribuent le pouvoir à des élites soit totalement dominantes soit réparties en deux réseaux : élites/contre-élites. Leurs thèses peuvent tout aussi bien justifier les systèmes de réelle « aristocratie » (gouvernement des meilleurs) que dénoncer les oligarchies au pouvoir. Pour une

## II. LA SITUATION EN 1815

### **En 1815 le Royaume-Uni remporte une double victoire : extérieure mais aussi intérieure.**

Grâce à sa supériorité navale, militaire, financière et diplomatique il a triomphé des ambitions hégémoniques de la France révolutionnaire et impériale. En conséquence le congrès de Vienne lui rend le Hanovre<sup>1</sup> et lui accorde Héliogoland, Malte, les îles Ioniennes, de nombreuses Antilles, dont Trinidad et Tobago, une partie de la Guyane hollandaise, Le Cap, Ceylan, l'île Maurice et toute une série d'îles et d'archipels échelonnés de l'Atlantique à l'océan Indien dont les Maldives et les Laquedives. Ces acquisitions permettent tout à la fois d'agrandir l'empire en Afrique, en Asie et dans la Caraïbe et de protéger les routes maritimes qui relient les multiples composantes d'une thalassocratie déjà planétaire<sup>2</sup>. Au plan diplomatique Londres veille à maintenir la France sous contrôle tout en imposant à ses alliés russe, autrichien et prussien le principe de la paix, garantie par l'équilibre et la concertation des grandes puissances.

À cette victoire externe s'ajoute une série de succès internes. Malgré la guerre, le Royaume-Uni a réussi son décollage économique qui le hisse au premier rang mondial avec un PNB de plus de 300 millions de livres (M£). Les progrès agronomiques, la force de son commerce et de sa finance, les prémices de la révolution industrielle en font déjà le pionnier du capitalisme moderne. Au plan politique il a préservé ses institutions et la paix intérieure tout en éradiquant la menace contestataire. Enfin et surtout il a su défendre ses convictions. S'il a combattu la révolution sous toutes ses formes il ne s'est pas rallié à la réaction : en 1815 il défend toujours ses libertés, son système représentatif et ses valeurs civiques et c'est logiquement qu'il refuse d'entrer dans la Sainte Alliance pour mieux s'engager dans la voie du libéralisme.

**Cette double victoire n'est pas seulement celle du peuple et de la monarchie britanniques, elle est avant tout celle d'un système de pouvoir original**, celui des élites, qui l'ont fondé et qui en assurent la pérennité. Cet *Elite system* trouve ses origines dans la Glorieuse Révolution de 1688-1689 et ses suites. Le Bill des Droits a établi la répartition et la collaboration entre la prérogative royale, de plus en plus assumée par le Cabinet, et un parlement composé d'une Chambre des lords héréditaire et une Chambre des communes élue au suffrage censitaire. Le pouvoir judiciaire et le gouvernement local deviennent indépendants, la puissance militaire est soumise au pouvoir civil et l'autorité religieuse transformée en vecteur de l'idéologie nationale. Mais cette « constitution » ne repose pas que sur des mécanismes institutionnels. Elle résulte avant tout d'un contrat entre un monarque choisi par le parlement et un

---

présentation voir : Mougel F. C., *Élites et système de pouvoir en Grande-Bretagne, 1945-1987*, Bordeaux, PUB, 1990 ; Stone L. & Fawtier-Stone L., *An open elite ? England, 1540-1880*, Oxford, OUP, 1986 et Scott J., *The upper classes, property and privilege in Britain*, London, Macmillan, 1982

1. Propriété de la dynastie britannique, ce territoire allemand est détaché du Royaume-Uni en 1837 pour cause de loi salique ; en 1866 il est annexé par la Prusse.
2. Si les 13 colonies d'Amérique du Nord s'en sont séparées pour former les États-Unis en 1783, le Royaume-Uni conservait de son « premier empire » la majeure partie du Canada, plusieurs Antilles (les *West Indies*) dont la Jamaïque, les Bahamas et la Barbade, les Bermudes, quelques points d'appui en Amérique centrale, le Bengale, la côte orientale du Deccan et plusieurs comptoirs aux Indes (Bombay, Madras, etc.), diverses implantations en Guinée, au Bénin et en Gambie, l'Australie orientale, Ste Hélène, les Seychelles et d'autres îles et archipels, sans oublier Gibraltar. Ce système colonial était régi par l'exclusif et les Actes de navigation qui contrôlaient à la fois les productions et le commerce impérial au bénéfice de la métropole

pouvoir législatif lui-même issu des élites dominantes du pays<sup>1</sup>. Ces élites rassemblent les trois forces qui contrôlent l'économie et la société britanniques à savoir l'aristocratie foncière — le *landed interest* — et les bourgeoisies urbaines du commerce et de la finance-le *money interest*. Loin d'être opposées ces élites sont liées par des intérêts convergents : les flux financiers, la croissance économique, l'expansion coloniale, la puissance militaire et diplomatique. Ce sont elles qui vont soumettre l'Écosse, l'Irlande<sup>2</sup> et l'empire à la suprématie de l'Angleterre, et, au nom d'un intérêt général qu'elles défendent et incarnent, imposer leur domination idéologique, religieuse<sup>3</sup> et culturelle à l'ensemble du corps social. Ainsi soudées au cœur d'un État qu'elles dirigent et d'un système économique qu'elles commandent, les élites britanniques vont tout au long des années 1690-1815 façonner ce *gentlemanly capitalism*, dont la Compagnie des Indes (*East India Cy*) et la Banque d'Angleterre forment les symboles, qui vont les porter à la réussite et à la victoire.

Pour que leur légitimité soit complète ces élites doivent avoir une vision du monde. S'il peut exister des divergences sur le détail de la tactique, ce qui s'exprime par l'apparition des deux grandes factions partisans, les whigs et les tories<sup>4</sup>, il y a, à ce niveau, accord sur la stratégie globale. Celle-ci repose sur **une conception du monde particulière, à trois dimensions**, dont les exigences n'ont pas changé de 1688 à 1815 La première vise le monde intérieur : il s'agit, par l'adaptation, la concession et la coercition, d'assurer l'ordre social et politique D'où une vigilance constante pour éviter toute contestation des couches populaires — le souvenir de la révolution de 1642-1660 ne s'est pas effacé — et toute révolte des « nations périphériques », notamment de l'Irlande, que ses velléités autonomistes ont obligé à intégrer de force dans le Royaume-Uni en 1800. La seconde dimension concerne l'espace colonial qui, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, sert de base à la puissance maritime, commerciale, financière et diplomatique de la métropole. Si celle-ci a fait le choix d'agrandir sans cesse son empire, elle doit encore trouver la meilleure façon de le diriger pour éviter sa propre remise en cause : l'indépendance américaine (1783) en a bien montré le risque. La troisième dimension touche au monde extérieur. Ce dernier comprend plusieurs cercles. D'abord les terres « vierges » où Londres peut envisager de s'installer, notamment en Asie ou

1. S'il n'existe pas de Constitution écrite au Royaume-Uni de grands textes comme la Magna Carta de 1215, l'*Habeas Corpus* de 1679, le *Bill of Rights* de 1689, l'Acte d'Établissement de 1701 et, plus tard, les grandes lois électorales et les deux *Parliament Acts* de 1911 et 1949 forment l'armature des institutions. Rappelons qu'en 1688-1689 le parlement a écarté Jacques II et sa descendance catholique au profit de sa descendance protestante et que les nouveaux monarques, Guillaume III et Marie II, ont dû approuver le Bill des Droits avant de pouvoir monter sur le trône. En 1714, la Couronne passera à une branche éloignée, mais protestante des Stuart, les Hanovre, qui prendront le nom de Saxe-Cobourg-Gotha en 1901 puis de Windsor en 1917. Pour notre période les dates de règne des souverains britanniques sont les suivantes : Georges III (1760-1820), Georges IV (1820-1830), Guillaume IV (1830-1837), Victoria (1837-1901), Edouard VII (1901-1910) et Georges V (1910-1936).
2. Le Pays de Galles a été uni à l'Angleterre par une loi de 1536. En 1707, l'Acte d'Union rassemble l'Écosse et l'Angleterre en un unique Royaume-Uni de Grande-Bretagne au sein duquel l'Irlande, soumise à l'Angleterre depuis le XII<sup>e</sup> siècle, sera intégrée par l'Acte d'Union de 1800.
3. En Écosse, la religion officielle est le presbytérianisme, proche du calvinisme. Partout ailleurs l'Église anglicane, syncrétisme du catholicisme et du luthéranisme, est la seule « établie ». La loi de 1689 garantit, sous conditions, la tolérance à l'égard des autres sectes protestantes (le *Dissent*). Quant aux catholiques, majoritaires en Irlande, ils sont soumis à un régime discriminatoire, mais non persécuteur.
4. Factions plus que partis réels, whigs et tories partagent la même conception du pouvoir et de l'intérêt général. Mais les whigs, au pouvoir de 1714 à 1760, inclinent plus en faveur du parlement et du *money interest* alors que les tories qui domineront de 1784 à 1830 (avec, après 1815, lord Liverpool, Canning, ou Wellington...) favorisent l'exécutif et les *landed classes*.

dans le Pacifique. Ensuite « l'empire informel » où les Britanniques, sans chercher à en prendre possession, étendent leur emprise économique comme l'Amérique latine, l'Empire turc, la Perse ou la Chine. Enfin l'Europe avec des alliés traditionnels comme le Portugal ou les Pays-Bas et des alliés occasionnels comme les grandes puissances que Londres fédère, au gré de ses intérêts, contre son adversaire permanent : la France. C'est dans cet espace extérieur que la Grande-Bretagne cherche à faire prévaloir les règles de sa diplomatie — élimination des rivaux, rejet de toute hégémonie, équilibre des puissances — pour mieux assurer, au besoin par la force, sa propre suprématie et sa propre sécurité.

En 1815, sans changer dans ces dimensions, cette vision du monde se modifie dans sa mise en œuvre. Pour conserver les acquis d'un quart de siècle de conflit, le **Royaume-Uni a besoin de la paix**. En effet seule la paix peut permettre d'assurer l'essor et la modernisation du *gentlemanly capitalism*, d'engager les réformes nécessaires au maintien de son emprise sur une société en pleine mutation et de garantir la bonne gestion de l'empire. Cette paix ne sera pas que diplomatique, elle sera aussi idéologique. Pour un Royaume-Uni conscient de son identité et de sa foi dans l'avenir ces valeurs ont un nom, quel que soit le parti dominant à Westminster : le libéralisme.

### III. LA MARCHÉ À LA PUISSANCE (1815-1850)

#### **Nouveauté, changement et pragmatisme vont caractériser la période 1815-1850.**

La nouveauté est avant tout économique. Malgré une conjoncture contrastée, la croissance globale s'accroît avec un rythme annuel moyen de 2,9 % qui porte le PNB de 300 à 500 M£. Protégée par les *Corn Laws* jusqu'en 1846 l'agriculture poursuit ses transformations, mais régresse dans le PIB, de 33 à 25 %, et ne couvre plus les besoins. En revanche l'essor de l'industrie, sous toutes ses formes, est rapide, soutenu par la mécanisation et la machine à vapeur. La houille, la métallurgie et les textiles, laine et surtout coton, en sont les principaux vecteurs : de 1815 à 1850 la production de charbon passe 16 à 55 millions de tonnes (MT), celle de fer de 0,3 à 2 MT, celle de coton de 140 à 625 millions de livres-poids. La révolution des transports s'accélère. Routes, canaux et surtout rail désenclavent le pays : on passe ainsi de 190 milles de voies ferrées en 1820 à 6 000 en 1850. La période est marquée par une cascade d'innovations et d'investissements massifs qui porte l'industrie au tiers du PNB et à près de 40 % de l'emploi. Ces changements entraînent l'essor du tertiaire, au bénéfice notamment des secteurs financier et commercial, affirmant la suprématie de la City de Londres et des grandes villes industrielles et portuaires. Ces révolutions économiques, plus imbriquées que concurrentes, entraînent une profonde série de changements : hausse globale de la population qui passe de 12,5 millions en 1811 à 20,8 en 1851, progrès de l'urbanisation dont le taux passe de 35 à 50 %, développement des classes moyennes et, surtout d'un vaste monde du travail représentant près des trois quarts du corps social<sup>1</sup>. Ces changements ne sont pourtant pas tous positifs. L'exode rural, la prolétarianisation ouvrière, l'émigration, la misère urbaine forment le revers de la médaille du progrès et de la prospérité dont bénéficient élites foncières, grandes bourgeoisies et catégories intermédiaires. D'où l'émergence d'une « Question sociale » que les radicaux, les chartistes et les premiers socialistes vont soulever avec force et avec un large appui populaire.

1. Ces chiffres et évolutions concernent la seule Grande-Bretagne. L'Irlande dont la population passe de 5,2 à 8,3 millions entre 1801 et 1845, reste pour l'essentiel rurale et soumise à la domination économique de l'Angleterre. La Grande Famine et l'émigration réduiront son peuplement aux alentours de 4 millions de 1845 à 1914.

Car le problème posé par la *condition of England* remet en cause non seulement le capitalisme libéral, mais aussi les solidarités verticales traditionnelles, fermes soutiens du pouvoir élitare, au profit de nouvelles structurations horizontales, celles des classes et de leurs revendications. Par conséquent c'est tout le système de valeurs collectives et de pouvoir national qui risque de se trouver mis en question.

Face à ces défis qu'elles perçoivent et comprennent, les **élites britanniques** vont réagir avec pragmatisme et détermination, en tentant de conjuguer vision intérieure et vision extérieure. Elles **vont d'abord se réorganiser elles-mêmes**. L'aristocratie reste au sommet : à une rente foncière stable elle ajoute les revenus de ses propriétés urbaines et les royalties miniers en net progrès. Dominant la société rurale, largement présente, directement ou indirectement, dans le gouvernement local, l'Église anglicane, et les grands postes administratifs, judiciaires et militaires, elle reste majoritaire au parlement et dans les gouvernements de la période : le *landed interest* n'a pas disparu. À ses côtés le *money interest* se diversifie. Les réformes voient s'affaiblir les grandes compagnies du passé comme l'*East India Cy* au profit d'un négoce plus moderne tandis que le réseau des services financiers (banque, courtage, assurances) se renforce autour de la City de Londres et de la Banque d'Angleterre. À ces oligarchies du tertiaire, également bien représentées au parlement comme dans le *local government*, s'ajoutent les élites émergentes de l'industrie : entrepreneurs et premières dynasties du textile et de la métallurgie. Mais sans s'opposer aux élites traditionnelles. Les intérêts économiques communs et les investissements croisés amorcent la création d'un *capitalist interest* que renforcent, au plan sociologique, les intermariages, les formes de la socialisation (*public schools*, clubs, *country houses*<sup>1</sup>) et l'obtention de postes publics jusqu'aux plus hauts : issu d'une dynastie du textile, R. Peel devient Premier ministre en 1841. Loin d'être affaibli le *gentlemanly capitalism* s'en trouve en quelque sorte régénéré. Au nom d'un intérêt partagé : en 1846 l'aristocratie se résigne à sacrifier l'agriculture pour mieux soutenir l'industrie et le commerce, l'abolition des *Corn Laws* permettant de baisser les prix alimentaires et donc de réduire les coûts salariaux et d'instaurer un libre-échange très favorable au *capitalist interest*. Soudées par ces formes d'osmose, toujours détentrices et garantes de l'intérêt général, ces élites dominantes, conscientes des réformes à accomplir, vont le faire par le biais de l'instrument qu'elles contrôlent : la politique. La réforme de 1832 double le corps électoral et améliore le système représentatif : la légitimité de l'*Elite system* nécessite une base élargie aux classes moyennes. Ce processus favorise l'émergence de véritables partis — entre 1832 et 1836 les tories deviennent les conservateurs et les whigs les libéraux<sup>2</sup> — et facilite la mise en place du parlementarisme (1836) et la réforme de l'État. Entre 1830 et 1850 la justice, le gouvernement local, la police, les Églises officielles, la fiscalité sont réorganisés conformément aux valeurs du libéralisme : on passe de l'État militaro-fiscal d'avant 1815 à un État-gendarme pas forcément moins interventionniste, mais plus léger et plus économe. C'est ainsi que, pour réduire la Dette, les dépenses publiques diminuent de 20 à 11 % du revenu national de 1820 à 1850. Mais les élites assument toujours leur rôle fiscal : supprimé en 1816, l'impôt sur le revenu, qui touche mieux l'ensemble des revenus que l'ancienne

1. Les *public schools* — collèges privés et sélectifs — se réforment dans cette période et deviennent les « centres d'éducation privilégiés des élites et les vecteurs de la culture du commandement » des futurs cadres de la nation et de l'empire. Les clubs, politique et mondains, se réorganisent ou naissent à cette époque. Quant aux résidences campagnardes (*country houses*) elles sont le cadre d'une intense vie sociale brassant les divers milieux élitaires.
2. Si le libéralisme constitue une référence idéologique commune, les conservateurs, au pouvoir de 1815 à 1830 puis de 1841 à 1846 (Peel) l'entendent de manière paternaliste alors que les libéraux le conçoivent de manière nettement plus réformiste (cf. les cabinets Grey et Melbourne de 1830 à 1841).

*land tax*, est rétabli en 1842. Quant au retour à l'étalon-or, dès 1819, il fait du sterling une monnaie solide et sans rivale, pionnière de la première mondialisation. C'est dans ce cadre rénové que les élites vont mettre en œuvre leur projet.

**Au plan intérieur on voit naître une véritable politique économique et sociale.** Au soutien de l'agriculture et de l'industrie et aux réformes du tertiaire répondent l'amélioration des conditions de travail, les progrès de l'éducation et, surtout, la reconnaissance du monde du travail que symbolisent en 1824-1825 l'octroi du droit de grève et l'autorisation du fait syndical... Mais l'accommodement et la concession ont leurs limites : la *Poor Law* de 1834 se contente d'aménager la pauvreté sans l'éradiquer et les revendications chartistes seront toutes repoussées. De même si l'abolition de la discrimination à l'égard des protestants dissidents (1828) satisfait Gallois, Écossais et une partie des libéraux, la fin des mesures anti-catholiques (1829) ne profite pas à la majorité des Irlandais, en pleine renaissance identitaire et agitation contestataire : le relèvement du cens électoral en Irlande réserve le contrôle de l'île à l'oligarchie protestante qui, de la même manière, restera indifférente au drame de la Grande Famine de 1845-1848. L'exemple irlandais montre bien que la gestion intérieure des élites doit rester conforme aux principes qui régissent leur réseau de pouvoir : s'adapter pour mieux dominer.

En ce qui concerne **le cercle colonial et impérial** des choix ont dû être opérés. En effet la révolution américaine a révélé les dangers du mercantilisme autoritaire quand il s'appliquait à des colonies de peuplement, mais n'a pas démenti l'utilité des colonies de plantation (Antilles notamment) ou d'exploitation (Inde). D'où le débat qui s'instaure après 1815. Pour les utilitaristes et les radicaux, tels Bentham, Cobbett ou Ricardo, les colonies coûtent cher et leur vocation est l'indépendance : outre celui des États-Unis, l'exemple des colonies ibériques (1810-1830) le confirme. Il faut donc, si l'on ne veut pas abandonner les possessions impériales tout en limitant leur coût et les risques de révolte, faciliter l'accès des colons à la responsabilité politique, transférer au maximum les charges financières et militaires aux territoires concernés et assurer le développement économique au bénéfice mutuel des colonies et de la mère patrie. Pour les philanthropes, tels Wilberforce, les maux induits par le fait colonial sont inacceptables : c'est sous leur pression que Londres, après l'avoir décidé pour elle-même en 1807, impose, au congrès de Vienne, l'abolition de la traite avant de s'attaquer à l'esclavage qu'elle supprime dans ses colonies en 1833. Dans la même veine les missions protestantes, très actives, n'entendent pas confondre conversion et colonisation. À l'inverse un courant plus expansionniste considère que les colonies contribuent trop à la prospérité du pays pour être abandonnées. Elles doivent même être agrandies pour servir d'exutoire aux indésirables (condamnés politiques et de droit commun) et surtout aux excédents démographiques d'une population en rapide expansion mais touchée par les aléas économiques et sociaux. En outre l'essor capitaliste a besoin de ressources : non seulement des produits tropicaux classiques, mais surtout des vecteurs de l'industrie, coton, laine, bois, métaux, sans oublier les produits alimentaires que l'agriculture nationale ne fournit plus en suffisance. En échange l'économie nationale a besoin de débouchés pour ses produits fabriqués et pour ses activités tertiaires (transport maritime, assurances, investissements financiers). Il faut donc dépasser la colonisation de plantation ou de comptoirs pour créer des grands espaces à développer, à peupler et à « civiliser ».

Dès le congrès de Vienne, le Royaume-Uni a bien montré qu'il n'entendait pas renoncer à son empire, tout au contraire. Cette logique de l'expansion, affichée dès 1815, va perdurer pendant toute la période : les Britanniques étendent leur domination sur le Nord de l'Amérique, sur tout le sous-continent indien, en Birmanie, en Malaise,

en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Afrique australe et occidentale comme sur les routes maritimes<sup>1</sup>. Le doublement de la superficie de l'espace colonial implique une modification de ses modes d'organisation... Sans disparaître, l'initiative privée recule et les grandes compagnies à charte disparaissent ou sont réduites à un rôle administratif (*East India Cy* en 1833) et c'est l'État qui, via l'armée, la *Navy* et l'administration, prend le relais dans le cadre d'une gestion pragmatique et de type libéral. Pour faciliter le développement économique et éviter la contestation, le libre-échange est introduit (1825), l'exclusif et les actes de navigation abolis (1846-1851), la composante pénitentiaire supprimée (Australie, 1840-53 pour l'essentiel), les colonies de peuplement encouragées là où elles sont possibles (Canada, Afrique du Sud, Australasie), les colonies d'exploitation là où elles sont nécessaires (Indes). Pour tenir compte des revendications identitaires, la mise en place de l'autonomie politique est instaurée là où la population « européenne » est importante : le rapport Durham de 1839 servira de base au développement du *self government* au Canada (1841), en Australie (1842-1850), en Nouvelle-Zélande (1841-1852) au Cap et au Natal (1853). Ailleurs le régime colonial sera maintenu ou établi, mais dans un esprit relativement « ouvert ». Malgré guerres, conflits et violences l'objectif civilisateur s'affirme : dans les colonies d'exploitation il s'agit d'instaurer un prolongement paternaliste de l'*Elite system*, dans les colonies de peuplement d'établir une réplique idéalisée de la société britannique, et plus spécifiquement anglaise, un miroir des valeurs politiques et morales incarnées par les « *gentlemen of England* » (cf. le plan Wakefield). Même si ces objectifs ne furent pas tous atteints, leur simple existence prouve l'importance du lien entre modèle métropolitain et répliques impériales.

À côté de l'empire formel la Grande-Bretagne s'attacha au renforcement de son **empire informel**. Pour utiliser les ressources de ces territoires et y implanter son commerce et ses investissements, elle n'hésita pas à recourir à la diplomatie voire à la force. Les Britanniques s'opposèrent ainsi à toute intervention de la Sainte Alliance en Amérique latine tout en œuvrant à l'éclatement du continent en près de 30 États, mieux pénétrables par ses intérêts. En Méditerranée, Londres soutint l'indépendance grecque et l'autonomie de plusieurs provinces balkaniques — au nom du christianisme et de sa présence commerciale —, mais refusa tout démantèlement de l'Empire ottoman, où elle poussait ses avantages face aux initiatives françaises ou russes. En Chine, pour soutenir les intérêts de l'*East India Cy*, elle déclencha la 1<sup>re</sup> guerre de l'opium qui lui valut Hong Kong et de nombreux privilèges économiques. Ailleurs la pénétration fut plus limitée ou se déroula sous la forme du partenariat, ainsi avec les États-Unis qui accueillait une bonne part de l'émigration et des investissements britanniques et avec lesquels des règles de bonne conduite furent instaurées (délimitation des frontières avec le Canada en 1846).

Pour ce qui est du **reste du monde**, les élites britanniques agirent avec habileté et prudence en fonction de deux impératifs : la paix et les valeurs libérales. Londres, après s'être associé de plus en plus loin à la politique des congrès, renonce après 1825 à toute collusion avec la Sainte Alliance et n'hésitera pas à soutenir les mouvements libéraux et nationaux qu'il considérait avec bienveillance — Grèce, Belgique —, mais ne s'engagea pas dans les grands élans révolutionnaires notamment ceux de 1830 et de

1. Le continent australien est maîtrisé vers 1830, la Nouvelle-Zélande occupée en 1840, Singapour, fondé en 1819, est réuni à Penang et Malacca au sein des *Straits Settlements*, Aden acquise en 1839 et les Falklands en 1833, le Natal occupé en 1835, la Colombie britannique ouverte à la colonisation, des comptoirs créés ou étendus en Gambie, Sierra Leone, Côte de l'Or et Sud-Nigéria, la majeure partie de la Birmanie (1824-1852), tout le Nord de l'Inde et la majorité du Deccan dominés, Hong Kong annexé en 1842. En 1850, l'empire compte 20 millions de km<sup>2</sup> et 250 millions d'habitants.

1848. Ses relations avec la France illustrent bien ce pragmatisme. Méfiante à l'égard de la Restauration, même si elle permit le retour des Bourbons dans le concert européen en 1818, la Grande-Bretagne se rapprocha de la Monarchie de Juillet avec qui elle établit la 1<sup>re</sup> Entente Cordiale, mais n'hésita pas à bloquer les vellétés de puissance de Paris, notamment en Méditerranée. En 1851-2 elle se rallia au régime bonapartiste dans la mesure où il défendait l'ordre, la paix et le capitalisme « libéral ». Tout en pratiquant le « splendide isolement », le Royaume-Uni avait su imposer au monde les premières formes de la *pax britannica*, symbole d'une transition réussie entre Ancien Régime et modernité.

#### IV. L'APOGÉE ÉLITAIRE (1850-1900)

Entre 1850 et 1900 l'**apogée britannique** connaît deux phases : celle de la suprématie absolue entre 1850 et 1875, celle de la suprématie relative entre 1875 et 1900. Mais la période trouve son unité dans la permanence de la domination élitaires.

Celle-ci **trouve toujours son fondement dans l'économie**. Le PNB passe de 525 M£ en 1851 à 1,1 milliard en 1875 et près de 2 milliards en 1900. La Grande-Bretagne devient non seulement « l'atelier du monde », mais aussi le pivot du tertiaire planétaire : entre 1850 et 1900 la production de charbon passe de 55 à 225 MT, celle de fonte de 2,2 à 10 MT, celle de coton de 625 millions à 1,5 milliard de livres-poids, la longueur du réseau ferré de 6 000 à 20 000 milles, les investissements extérieurs de 210 M£ en 1850 à 1 milliard en 1874 et 2,4 milliards en 1900. Cette évolution est toutefois à apprécier, sous deux angles. D'abord sous celui de la conjoncture. La forte croissance qui fait du Royaume-Uni la première puissance économique de la planète entre 1850 et 1875 connaît, dans le dernier quart du siècle, un net retournement qui fragilise certaines activités industrielles et surtout l'agriculture, les services conservant un rythme de progression soutenu. Le second angle concerne la concurrence. Jusqu'au début des années 1880 le *leadership* britannique est peu contesté. Par contre la fin du siècle est marquée par la montée de concurrents au capitalisme mieux structuré et mieux aptes à conduire la seconde révolution industrielle : dès 1885 le PNB américain dépasse celui du Royaume-Uni, en 1900 ce sera le tour de l'Allemagne, et la production industrielle qui représentait 50 % du total mondial en 1850 n'en assure plus que 19 % en 1900. Certes il s'agit de chiffres relatifs puisqu'en termes absolus la progression demeure, mais cette situation aura toute une série de répercussions sur l'organisation du système de pouvoir comme sur les stratégies élitaires en matière de politique interne et externe.

Dans une population qui croît rapidement de 27 à 37 millions d'habitants la **strate élitaires** reste toujours étroite : quelques 5 000 personnes, 10 000 au plus, dirigent l'Empire britannique. L'aristocratie y tient une place notable (en 1873 une enquête révélera que 80 % du sol britannique appartient à 7 500 personnes), mais son pouvoir global décline du fait de la crise agricole de la fin du siècle. En revanche les élites du commerce, de la banque et, désormais, celles de l'industrie prennent le *leadership*. Toutefois le principe de l'osmose demeure. Non seulement les élites foncières diversifient leurs placements vers la City ou l'immobilier, plus rarement vers l'industrie, mais elles pénètrent dans les conseils d'administration des grandes firmes soucieuses de la respectabilité que leur apportent les grands noms. À l'inverse les entrepreneurs et surtout les nouvelles dynasties de l'industrie et des services s'assimilent à la *Society* par la socialisation, les modes de vies, les intermariages, les intérêts communs et entrent dans les centres du pouvoir parlementaire et gouvernemental. Sous l'influence intégratrice de la monarchie, les anciens *interests* se fondent en une élite dominante dont